



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 26 mars 2026 – N° 48

Neuf heures quarante

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *40^e anniversaire pour CIHO-FM Charlevoix.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Commémorer les trois ans du décès de la sergente Maureen Breau.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *100 ans pour la Légion de Lacolle.*
- Le député de Maurice-Richard sur le sujet suivant : *Le vrai coût de la course à l'armement.*
- La députée de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Médaille Loisirs Bon-Pasteur.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le Jour de la Terre.*
- Le député de Jonquière sur le sujet suivant : *Merci M. Georges Vézina.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Souligner la 30^e édition du festival REGARD.*
- La députée de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Hommage à l'équipe féminine de curling de l'Est-du-Québec.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *Distribution de repas de cabane à sucre.*
- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *Mois du patrimoine irlandais.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné au nom de la députée de Westmount–Saint-Louis le **25 mars 2026**, sur la motion du ministre des Finances proposant que l’Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l’Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2026-2027 qui constitue un dernier aveu d’échec aux Québécois pour le contrôle des dépenses et qui échoue à présenter un plan crédible de retour à l’équilibre budgétaire.

La députée de Verdun :

QUE l’Assemblée nationale blâme le gouvernement pour son manque d’action, dans son dernier budget, face à l’explosion du coût de la vie et à la crise du logement ainsi que pour sa renonciation à aller chercher de nouveaux revenus auprès des multimillionnaires et des milliardaires du Québec qui affaiblit nos services publics.

Le député de Jean-Talon :

QUE l’Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour la présentation d’un budget de nature éphémère, puisqu’il est basé sur une vision économique reniée par les deux candidats à la direction de la CAQ aspirants premier ministre dont les promesses respectives ne cadrent pas dans ce budget;

QU’elle déplore que le budget prévoie par contre un fonds politique partisan de 250 M\$ par année pour un total de 1,25 G\$ qui pourra être utilisés à la discrétion du député de Lévis ou de la députée de Sanguinet, selon la personne que les membres de la CAQ choisiront comme chef.

La députée de Notre-Dame-de-Grâce :

QUE l'Assemblée nationale dénonce que, dans un contexte de tensions géopolitiques, d'incertitudes commerciales et de reconfiguration des échanges internationaux reconnu par le gouvernement lui-même, le budget 2026-2027 ne propose aucune vision structurante ni investissements significatifs pour renforcer la présence, la crédibilité et la capacité d'influence du Québec sur la scène internationale.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Habitation pour la réduction significative des investissements dans la construction de logements sociaux et communautaires dans le budget 2026-2027, qui échoue à répondre à l'ampleur de la crise du logement et des besoins de la population en matière de loyers réellement abordables et qui contribue également à aggraver la crise de l'itinérance.

La députée de D'Arcy-McGee :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2026-2027 qui ne répond pas aux réels besoins en matière de prévention et de première ligne pour faire face à la crise en itinérance et aux besoins grandissants en santé mentale.

Le député de Taschereau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son manque d'ambition et de cohérence en matière de lutte aux changements climatiques ainsi que son soutien implicite à des projets incompatibles avec la protection de l'environnement et de la biodiversité dans le budget déposé par le ministre des Finances;

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour le sous-financement chronique du milieu communautaire, qui met à risque ses travailleuses et ses travailleurs qui tiennent à bout de bras une large part du filet social des Québécoises et des Québécois.

La députée de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2026-2027 qui ne prévoit aucune mesure pour les ressources intermédiaires existantes ni pour le développement de nouvelles places essentielles aux personnes les plus vulnérables.

La députée de Mont-Royal-Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2026-2027 qui, contrairement à leur engagement, ne prévoit toujours pas la rémunération de l'ensemble des stages obligatoires dans le secteur public.

La cheffe du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ de provisionner dans le budget 2026-2027 une somme de 250 millions de dollars pour les 5 prochaines années à être dépensée par la prochaine personne cheffe de la Coalition Avenir Québec qui sera désignée Premier ministre du Québec.

Le chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2026-2027 qui ne répond aucunement aux attentes des Québécoises et des Québécois et qui ne contient pas de réponses suffisantes aux enjeux auxquels ils sont confrontés quotidiennement en matière de coût de la vie et d'accès aux services publics.

Le député d'Arthabaska :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son incapacité à offrir un soutien financier adéquat à nos agriculteurs.

Le député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir laissé des établissements majeurs comme l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont se détériorer, faute d'engagement financier clair, après huit années de gestion marquées par les retards et l'inaction.

Le député d’Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l’Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de son abandon de l’idéal d’un Québec fou de ses enfants en refusant de prioriser la complétion de notre réseau des centres de la petite enfance dans ses huit dernières années au pouvoir.

Le député de Jacques-Cartier :

QUE l’Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d’un budget 2026-2027 qui ne répond pas aux besoins des jeunes et qui manque de vision pour les générations futures.

Le député de Saint-Henri–Sainte-Anne :

QUE l’Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de la Santé et des Services sociaux de retarder la construction du nouvel Hôpital Maisonneuve-Rosemont pour une 14^e année consécutive, et d’avoir imposé des reculs dans l’accès aux soins et services de santé dans nos établissements publics par ses coupures austéritaires drastiques, le gel d’embauche du personnel administratif et la privatisation des services publics.

La députée des Mille-Îles :

QUE l’Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour un budget qui se limite à l’annonce de 1 000 logements abordables sur trois ans, sans commune mesure avec les besoins réels, et pour son incapacité à assurer un financement adéquat du Programme d’adaptation à domicile.

Le député de l’Acadie :

QUE l’Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son incapacité à accroître le nombre de procureurs et de personnels administratifs pour assurer des poursuites efficaces et ses retards dans la transformation numérique du système de justice.

La députée de Westmount–Saint-Louis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget 2026-2027 qui ne répond pas aux véritables besoins du terrain afin de faire face à la montée de violence et de criminalité au Québec.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 1
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le 9 octobre 2025
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 février 2026
Reprise du débat, ajourné au nom du député de l'Acadie le **18 mars 2026**, sur la motion de report de la députée des Mille-Îles proposant que la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant, à la fin, les mots « dans 12 semaines »
- 3) Projet de loi n° 8
Loi concernant l'entrée en vigueur de la Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le **12 novembre 2025**
- 4) Projet de loi n° 10
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne
Présenté par le ministre de la Justice le 2 décembre 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **26 février 2026**

- 5) Projet de loi n° 17
Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le **5 février 2026**
- 6) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation
Présenté par la ministre responsable de l'Habitation le **11 février 2026**
- 7) Projet de loi n° 22
Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales le **25 mars 2026**
- 8) Projet de loi n° 23
Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l'état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d'autrui
Présenté par la ministre responsable des Services sociaux le **24 mars 2026**
- 9) Projet de loi n° 25
Loi visant à accroître la confiance du public envers le système de justice en modernisant la déontologie judiciaire et mettant en œuvre certaines recommandations du comité de la rémunération des juges pour la période 2023-2027
Présenté par le ministre de la Justice le **18 mars 2026**

Étude détaillée en commission

- 10) Projet de loi n° 5
Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale
Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2026
Principe adopté le **17 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 11) Projet de loi n° 11
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le 4 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 10 février 2026
Principe adopté le **17 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 12) Projet de loi n° 12
Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté
Présenté par la ministre de la Famille le 11 décembre 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2026
Principe adopté le **18 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 13) Projet de loi n° 15
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions principalement afin d'alléger les processus réglementaires du système professionnel et d'élargir certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre du Travail le 12 décembre 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 février 2026
Principe adopté le **19 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 14) Projet de loi n° 106
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux
Présenté par le ministre de la Santé le 8 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 30 mai 2025
Principe adopté le **3 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

- 15) Projet de loi n° 3
Loi visant à améliorer la transparence, la gouvernance et le processus démocratique de diverses associations en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail le 30 octobre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 2 décembre 2025
Principe adopté le 4 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **26 février 2026** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 16) Projet de loi n° 7
Loi visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor le 5 novembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 3 décembre 2025
Principe adopté le 4 décembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **25 mars 2026** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 17) Projet de loi n° 9
Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec
Présenté par le ministre responsable de la Laïcité le 27 novembre 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 10 février 2026
Principe adopté le 12 février 2026
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens déposé le **17 mars 2026**
- 18) Projet de loi n° 13
Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 10 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 5 février 2026
Principe adopté le 10 février 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **24 mars 2026** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 19) Projet de loi n° 190
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**

- 20) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 21) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**

- 22) Projet de loi n° 195
Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 décembre 2025**

- 23) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**

- 24) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 25) Projet de loi n° 198
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**

- 26) Projet de loi n° 199
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **12 novembre 2025**
- 27) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l’égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 28) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l’éducation préscolaire ou de l’enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d’une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 392
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **25 février 2026**
- 30) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général relativement à sa nomination
Présenté par la députée de Mont-Royal–Outremont le **26 novembre 2025**
- 31) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d’enseignement supérieur
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 32) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société de l’assurance automobile du Québec et d’autres dispositions législatives concernant les droits consentis sur un véhicule
Présenté par le député de Nelligan le **4 décembre 2025**
- 33) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d’y prévoir l’atteinte d’une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**

- 34) **Projet de loi n° 397**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 35) **Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 36) **Projet de loi n° 399**
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 37) **Projet de loi n° 490**
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 38) **Projet de loi n° 491**
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 39) **Projet de loi n° 492**
Loi modifiant certaines dispositions réglementaires afin de favoriser la protection des concurrents professionnels de sports de combat
Présenté par le député de Marquette le **2 décembre 2025**
- 40) **Projet de loi n° 493**
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**

- 41) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux pour garantir l'accès d'un organisme ayant un projet d'économie sociale aux subventions allouées aux organismes communautaires
Présenté par la députée de Laporte le **10 décembre 2025**
- 43) Projet de loi n° 497
Loi visant à assurer la qualité de l'air
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **25 février 2026**
- 44) Projet de loi n° 498
Loi retirant des freins à l'efficacité du système de santé
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **17 février 2026**
- 45) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 46) Projet de loi n° 592
Loi édictant la Loi sur la régionalisation de l'immigration afin d'instituer des tables régionales de l'immigration et d'affirmer le rôle des régions dans l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes
Présenté par la députée de Rimouski le **26 février 2026**
- 47) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 48) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**

- 49) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 50) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 51) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 52) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 53) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 54) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 55) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 56) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**

- 57) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 58) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 59) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 60) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 61) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 62) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 63) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 64) Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**

- 65) Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'encadrer l'exercice du télétravail
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**
- 66) Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l'Acadie le **27 mai 2025**
- 67) Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 68) Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 69) Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 70) Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 71) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 72) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l’amiral blanc en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le 9 juin 2023
Principe adopté le **24 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l’éducation

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d’intérêt privé

- 73) Projet de loi n° 201
Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec
Présenté par le député de Taschereau le **13 novembre 2025**

Consultation et étude détaillée en commission

- 74) Projet de loi n° 200
Loi concernant Le Country Club de Montréal
Présenté par la députée de Laporte le **13 novembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l’économie et du travail
- 75) Projet de loi n° 203
Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **9 décembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire

- 76) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Gatineau
Présenté par le député de Chapleau le **24 mars 2026**, et
Renvoyé à la Commission de l’aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 77) 24 mars 2026
Motion du ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE l'Assemblée nationale approuve la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 3 avril 2026.

V. Crédits budgétaires

- 78) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2027 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de l'Efficacité de l'État et présidente du Conseil du trésor le 18 mars 2026 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **19 mars 2026**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation (mandat confié le 18 mars 2026).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup (mandat confié le 9 décembre 2025).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Gatineau (mandat confié le 24 mars 2026).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 496**, Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 24 février 2026).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif (mandat confié le 17 février 2026).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant Le Country Club de Montréal (mandat confié le 25 mars 2026).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 5**, Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale (mandat confié le 17 février 2026).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 12**, Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté (mandat confié le 18 février 2026).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Taschereau à la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire sur le sujet suivant : *Le milieu communautaire au bout du rouleau : des conditions insuffisantes pour répondre aux besoins de la population* (avis donné le 19 mars 2026).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions principalement afin d'alléger les processus réglementaires du système professionnel et d'élargir certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux (mandat confié le 19 février 2026).
- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES
*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

111) M. Grandmont (Taschereau) – **26 mars 2026**
Au ministre des Transports et de la Mobilité durable

Le Fonds de la sécurité routière (FSR) est constitué des recettes des radars photo. Lorsqu'il a été mis en place, le gouvernement du Québec s'est engagé, avec les recettes, à soutenir financièrement les projets faisant la promotion de la sécurité routière et de l'aide aux victimes de la route.

Le 1^{er} avril 2025, le ministère des Transports et de la Mobilité durable a modifié les modalités du Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (PAFFSR), financé à même les excédents du FSR, pour le volet « sensibilisation, concertation, éducation et formation », en le rendant admissible uniquement pour les projets de sécurité routière et en le retirant pour les victimes de la route.

Le PAFFSR a été renouvelé pour 2025-2028 pour 40 M\$, dont un budget de 14M\$ pour 2025-2026 à la suite de l'appel de projets qui s'est terminé en juillet 2025. La fin de ce financement représente donc une perte de revenu importante pour les organismes représentant les personnes ayant un traumatisme craniocérébral, qui n'ont pas pu présenter de projet en juillet dernier, en vertu des nouvelles modalités.

Ma question au ministre des Transports et de la Mobilité durable :

- 1) Quelles sommes ont été accordées aux projets visant les victimes de la route dans le cadre du dernier appel de projets du PAFFSR, mais aussi en 2023-2024 et 2024-2025?
- 2) Est-ce que le ministère des Transports et de la Mobilité durable s'engage à revoir les modalités du programme afin de corriger l'exclusion en place depuis 2025, qui empêche les organismes communautaires de déposer des projets soutenant des initiatives en faveur des victimes de la route et favorisant l'émergence de projets de sensibilisation, de prévention, d'éducation, de concertation et de formation, tout comme le ministre s'y était engagé auprès de la population et comme c'était le cas depuis le début du programme?

112) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **26 mars 2026**
Au ministre de la Sécurité publique

Lors du dépôt de son budget, le gouvernement du Québec a déclaré faire de la sécurité publique l'une des grandes missions de l'État. En ce sens, les organismes de réhabilitation sociale jouent un rôle important dans l'accompagnement des personnes judiciairisées, facilitant ainsi leur réinsertion et soutenant directement la sécurité publique du Québec.

Or, depuis plusieurs mois, plusieurs enjeux financiers affectent l'ensemble de ces organismes. Un gel de trois ans s'applique à tous les contrats entre le ministère de la Sécurité publique et les organismes communautaires, ce qui limite leur capacité à maintenir les services au même niveau lorsque les coûts augmentent. Dans certains cas, des « per diem » spécialisés ont été retirés et des places d'hébergement en maison de transition ont été réduites, diminuant leur capacité d'accueil.

À ces difficultés s'ajoutent les mesures d'allégement administratives et les coupures annoncées par le ministère de la Sécurité publique qui fragilisent le travail de ces organismes. On peut notamment citer la fin du financement gouvernemental des programmes spécialisés en réintégration sociale dans les établissements de détention, qui s'élevait à une hauteur de 1,5 million de dollars, ou encore la limitation du nombre de suivis des personnes à risques élevés à un par mois. Dans un contexte d'incertitude financière, ces mesures compliquent la planification des services, fragilisent les équipes et entraînent des réductions d'activités, voire des pertes d'expertise ou, dans certains cas, la fermeture de ressources. Cette situation crée des ruptures de services pour des milliers de personnes judiciairisées et accroît la pression sur l'ensemble du système correctionnel et judiciaire.

L'exemple des organismes spécialisés auprès des personnes ayant commis des délits sexuels illustre bien les impacts de ces changements. Ces organismes constituent un maillon essentiel pour la sécurité publique du Québec. En offrant des services aux auteurs de violence sexuelle, notamment des programmes d'intervention spécialisés, ces organismes et professionnels contribuent à diminuer les risques de récidives, favorisant ainsi la sécurité de l'ensemble de la population. Ces organismes œuvrent toutefois déjà avec peu de ressources, et demeurent fortement dépendants du soutien financier de l'État pour offrir des services de prévention adéquats et efficaces.

La pertinence de ces intervenants est aujourd'hui plus grande que jamais. En effet, le ministère de la Sécurité publique a récemment rapporté que le taux d'infractions sexuelles déclarées par les corps de police du Québec avait augmenté de 109,9 % au cours de la dernière décennie (2013-2022). Cette hausse accentue les besoins et, conséquemment, les coûts des opérations de prévention.

Le 8 décembre 2025, le ministre a accepté de rencontrer des membres du réseau afin d'entendre leurs inquiétudes. Aucun changement n'a toutefois été observé depuis, maintenant ces organismes essentiels à la sécurité publique dans une profonde incertitude quant à la pérennité de leurs activités.

Ma question pour le ministre est la suivante :

Quelles actions le ministre compte-t-il prendre afin de garantir la mise en place d'un financement stable, prévisible et suffisant pour le réseau de réhabilitation sociale, au nom de la sécurité publique?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 25 mars 2026
Loi protégeant le consommateur contre l'utilisation trompeuse ou frauduleuse de l'identité ou de l'image d'une personne – *ministre de la Justice*
- b) 25 mars 2026
Loi modifiant les critères du vote de l'électeur hors Québec – *ministre responsable des Institutions démocratiques*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS